

Lettre ouverte



LETTRE OUVERTE DES COLLECTIFS FRANÇAIS NON AUX PETROLE ET GAZ DE SCHISTE ET DE HOUILLE* en réaction à la décision du ministre de l'Ecologie de refuser la mutation de sept permis de recherche d'hydrocarbures

<http://www.nongazdeschiste.fr/>

Le 2 décembre 2013

Contacts :

Françoise Lienhard, Sud 09 54 14 53 26

Isabelle Levy, Jouarre 06 63 04 05 19

A Monsieur Philippe Martin
Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
Hôtel De Roquelaure
246 bd St Germain
75007 PARIS

Monsieur le Ministre,

Vous avez annoncé jeudi 28 novembre votre refus d'accorder la mutation des sept permis de recherche d'hydrocarbures demandée par la société américaine Hess Oil. Nous prenons acte de cette décision avec satisfaction. Nous la considérons comme une avancée non négligeable dans le dossier des pétroles et gaz de schiste et de couche et tenons à saluer la place que vous avez faite aux collectifs citoyens dans la constitution des éléments d'expertise qui ont abouti à votre prise de décision. Par cette démarche, vous avez reconnu le travail des citoyennes et citoyens qui se sont emparés depuis plus de trois ans de ce dossier, et parmi lesquels figurent des scientifiques et des chercheurs, des techniciens, des élus, des spécialistes du droit environnemental, des personnels de la santé, etc., mais aussi tout simplement des jeunes gens, des parents et des grands parents soucieux de laisser aux générations qui nous suivent un monde vivable.

Votre décision est en parfaite cohérence avec la position que vous aviez prise dès l'apparition de cette problématique dans le débat français. Cependant, aujourd'hui, en tant que ministre de l'Ecologie, vous réaffirmez non pas votre propre volonté, mais celle de l'Etat, d'interdire l'exploitation des hydrocarbures dits "de schiste" en France, conformément à la loi du 13 septembre 2011 interdisant l'usage de la fracturation hydraulique. C'est donc un geste fort, d'autant plus qu'il survient au moment où l'OPECST publie un n^{ième} rapport sur l'opportunité d'exploiter cette ressource en France, avec des arguments économiques et techniques que nous estimons douteux et de peu de poids lorsqu'on les met en balance avec ce que l'on ne peut plus appeler des "risques" mais bien des "impacts avérés" de l'exploitation de la roche-mère.

Toutefois, nous tenons à attirer votre attention sur le fait que, selon des documents mis à disposition du public, outre ces 7 permis, dont le devenir n'est pas précisé, 115 demandes de permis, dont 97 concernent de manière évidente des gisements non conventionnels, 52 permis exclusifs de recherche en cours, 4 demandes de concessions et 64 concessions sont actuellement toujours valides. Il faut également noter que l'exploitation du gaz de couche, abusivement appelé "gaz de houille" par des membres du gouvernement, dont le ministre du redressement productif, nécessite aussi l'utilisation de la fracturation hydraulique, dans le cadre d'une exploitation "rentable" comme cela a été mis en évidence par le récent rapport conjoint de l'INERIS et du BRGM rendu public le 30 octobre dernier (1). Combien de permis concernent aujourd'hui cette ressource ?

Nous restons fermement convaincus que l'Etat ne peut soutenir une telle ambiguïté. Le choix fait par le gouvernement de mettre en oeuvre une transition écologique et énergétique active ne peut en effet se satisfaire ni d'une demi-mesure ni de signaux flous qui continuent à alimenter les fantasmes et les illusions des entreprises pétrolières sur un hypothétique Eldorado dormant sous nos pieds. La civilisation du carbone est moribonde et ce ne sont pas quelques gouttes de gaz et de pétrole arrachées à la terre, au mépris de la survie de nombreuses espèces vivantes sur cette planète, dont la nôtre, qui pourront changer la donne économique, sinon pour le profit immédiat de quelques multinationales.

* Collectifs citoyens opposés à l'exploration et à l'exploitation des hydrocarbures « non conventionnels », à la fracturation du sous-sol, aux forages extrêmes et appelant à une véritable transition énergétique pérenne.

Lettre ouverte

C'est pourquoi nous demandons à l'Etat de faire preuve de cohérence et d'abroger tous les permis litigieux mentionnés plus haut. Nous restons mobilisés pour que cesse cette quête chimérique aux hydrocarbures non conventionnels, et soutiendrons l'Etat par notre expertise citoyenne et notre détermination dans la mise en place d'une vraie politique de Transition énergétique et écologique.

Les Collectifs français "NON aux pétrole et gaz de schiste et de houille"

NON AUX HYDROCARBURES DE SCHISTE ET DE HOUILLE, NON AUX ÉNERGIES EXTRÊMES, NI ICI NI AILLEURS, NI AUJOURD'HUI NI DEMAIN

(1) Rapport "Synthèse sur les gaz de houille : exploitation; risques et impacts environnementaux" / BRGM - octobre 2013 / <http://www.ineris.fr/centredoc/note-brgm-ineris-gaz-de-charbon-finale-29-05-13-fin-unique-1382978611.pdf>

Collectifs signataires :

Collectif Gazpart (02), Collectif Carmen (02), Collectif 07 Stop au Gaz et Huiles de Schiste, Collectif "Touche pas à mon schiste !" (07), Collectif du Narbonnais (11), Collectif Roynac (26), Collectif AJC les Mages(30), Collectif Anduze (30), collectif Auzonnet Cèze et Ganière (A.C.G.) (30), Collectif Basta! Gaz Alès (30), Collectif Camis'gaz (30), Collectif de Barjac (30), Collectif Garrigue Vaunage (30), Collectif Hautes Cévennes(30), Collectif Piémont cévenol (30), Collectif Rochegude (30), Collectif Roquedur-Le Vigan (30), Collectif Viganais (30), Collectif bassin de Thau (34), Collectif citoyen de Pézenas, Castelnaud de Geurs et environs (34), Collectif de Gignac (34) "Eco'lectif Degaze de Gignac et Environs", Collectif Montpellier Littoral (34), Collectif Orb-Jaur non au gaz de schiste (34), Collectif Sète (34), Collectifs Isérois STOP GHRM (38), Stop gaz de schiste 39 Collectif Lot et Garonne (47), Collectif Causse Méjean - Gaz de schiste NON ! (48), Collectif "non gaz de schiste" Florac (48), Collectif houille-ouille-ouille 59 / 62,Collectif Stop gaz de schiste 69, Collectif du Pays-Fertois (77), Stop pétrole de schiste 77, Collectif du Bocage Gâtinais (77-89-45), Collectifs 83 Non au Gaz de schiste, Collectif 91, Collectif citoyen Ile-de-France non aux gaz et pétrole de schiste (Ile-de-France, Paris)